

« Durant un an, la victoire sans lutte du fascisme allemand a pesé sur le prolétariat international (...) C'est alors que, entouré à l'extérieur de puissants Etats réactionnaires, à l'intérieur de deux courants contre-révolutionnaires, le prolétariat autrichien se souleva »[\[1\]](#).

L'insurrection des travailleurs viennois le 12 février 1934 fut effectivement, avec la guerre d'Espagne, la seule résistance armée à l'avènement du fascisme. Son échec fait partie des tragédies du 20^e siècle. Avant ces journées de combat, « Vienne la Rouge » avait l'aura de conquêtes sociales majeures pour les ouvriers et d'un parti social-démocrate (SDAPÖ)[\[2\]](#), dont la puissante milice armée saurait mettre en échec, le moment venu, la réaction. Tout cela s'effondra en quelques jours, mais les prémisses de la défaite étaient largement inscrites dans les événements survenus depuis 1918. A plusieurs reprises, les sociaux-démocrates autrichiens avaient semblé aux portes du pouvoir mais, à chaque fois, ils avaient reculé de telle sorte que l'affrontement militaire se situa au moment où leur heure était sans doute passée. Même si, bien sûr, le succès n'aurait pas été forcément au rendez-vous d'une stratégie plus hardie.

1918-1919 : le recul devant la prise du pouvoir

Le 14 janvier 1918, des grèves commencèrent à Vienne et s'étendirent rapidement à toute l'Autriche et à d'autres parties de l'empire austro-hongrois. Dans les motifs se mêlaient le rationnement alimentaire et l'aspiration à la fin de la guerre. Dans un texte écrit en 1923, Otto Bauer, qui était en 1918 un des dirigeants de la gauche de la social-démocratie, insiste sur l'espoir qu'avaient les masses « *de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et de gagner la paix* ». Le gouvernement impérial semblait impuissant et, pourtant, au lieu de se porter à la tête du mouvement, les dirigeants de la social-démocratie autrichienne, la droite mais aussi la gauche du parti, s'employèrent à canaliser le mouvement, à le faire (non sans mal) rentrer dans son lit en arrachant des concessions de façade au gouvernement.

Dans le texte cité, Otto Bauer précise : « *nous ne pouvons pas vouloir la transformation de la grève en révolution* ». Il insiste sur le risque de répression interne et d'une éventuelle entrée en Autriche, pour écraser la révolution, de troupes allemandes par le Nord et de troupes de l'Entente (alliés de la France) au Sud. Comme le souligne Roman Rodolsky, Otto Bauer « *pour prouver que la grève de janvier était vouée à l'échec, construit le modèle d'une révolution limitée à l'Autriche, confrontée à un puissant ennemi extérieur, lequel serait lui-même immunisé contre toute secousse révolutionnaire* »[\[3\]](#), ce qui était très discutable quelques mois avant l'effondrement des deux Empires centraux.

A l'automne 1918, la monarchie austro-hongroise se disloqua. Plutôt que de revendiquer le pouvoir pour les conseils d'ouvriers et de soldats qui se développaient, les sociaux-démocrates acceptèrent de diriger un gouvernement de coalition issu de l'Assemblée nationale provisoire. Les conseils étaient un lieu de débat politique mais aussi de prise en charge de besoins concrets de la société dans une situation de crise de l'Etat : ravitaillement, gestion du logement, soutien aux chômeurs ; ils prirent le contrôle de quelques entreprises. Il n'y eut pas d'évolution vers une situation de double pouvoir, notamment du fait de l'hégémonie sociale-démocrate en leur sein et de la confiance que les travailleurs, même ceux favorable à une issue révolutionnaire, leur témoignaient : les élections aux conseils donneront moins de 10 % des voix aux communistes.

Les communistes, qui revendiquaient une République des conseils, ne réussirent à se rallier aucun dirigeant important de la social-démocratie. Une Assemblée constituante fut élue en février 1919, le

social-démocrate Karl Renner devint chancelier tandis que la révolution gagnait la Hongrie (le 21 mars 1919) et la Bavière (7 avril). La république des conseils de Budapest se tourna vers Vienne pour obtenir un soutien, mais les sociaux-démocrates persistèrent dans leur politique d'union nationale.

Otto Bauer (alors ministre des affaires étrangères) a toujours reconnu dans ses écrits que la prise du pouvoir aurait été possible à ce moment-là, mais il soutenait que le pouvoir prolétarien n'aurait pas duré, confronté à la contre-révolution et à l'intervention des puissances étrangères. S'y ajoutait la situation économique de l'Autriche qui, coupée de l'ancien Empire, ne pouvait subsister sans importations importantes de charbon et de céréales. Mieux valait donc conserver un parti social-démocrate puissant que de risquer de tout perdre.

De ce point de vue, les initiatives des communistes autrichiens devaient être combattues : leurs actions dans l'optique de la prise du pouvoir en avril et juin 1919 furent donc réprimées avec la participation des ministres socialistes, tandis que le SDAPÖ utilisait son influence dans les conseils ouvriers pour isoler les communistes. Les révolutions bavaroise et hongroise furent laissées à leur sort ; pourtant si l'Autriche avait donné la main d'un côté à la Hongrie, de l'autre à la Bavière, la situation en Europe centrale aurait peut-être été bouleversée[4]. L'écrasement de la révolution hongroise retentit sur les conseils autrichiens, que les sociaux démocrates s'employèrent à vider de leur substance révolutionnaire et à faire rentrer dans le moule des institutions. Les fonctions qu'ils exerçaient revinrent peu à peu à des administrations et au marché. Une loi de mai 1919 organisa la représentation du personnel dans les entreprises. Otto Bauer, pour sa part, insistait sur le fait qu'une collectivisation de l'économie nécessitait une formation préalable des travailleurs.

Vienne la Rouge

Aux élections de 1920, les sociaux-démocrates furent repoussés à la deuxième place. Ils perdirent le poste de chancelier au profit des chrétiens sociaux (mais restèrent un temps au gouvernement). Un certain nombre de réformes sociales importantes (congrés payés, réduction du temps de travail, assurance-maladie, droit de vote des femmes, interdiction du travail des enfants, abolition de la peine de mort, etc.) entrèrent en vigueur : la social-démocratie voulait démontrer que si elle renonçait temporairement (?) à la révolution sociale, elle se battait toujours pour plus de justice sociale.

Par ailleurs, le SDAPÖ prit en main la gestion de la province de Vienne où il était hégémonique. Le caractère fédéral de la constitution donnait en effet de larges marges de manœuvre aux autorités de la ville. A Vienne, les sociaux-démocrates impulsèrent des réalisations considérables : construction de cités ouvrières grandioses dotées d'appartements confortables (comme le Karl-Marx-Hof) et de crèches ; création de centres de santé et de colonies de vacances ; réforme de l'éducation, etc. Ces indéniables améliorations de la situation des travailleurs permirent aux socialistes de conserver une large assise. « Vienne la Rouge » devint un modèle.

La social-démocratie autrichienne échappait à la division du mouvement ouvrier : le parti communiste restait très minoritaire, le parti social-démocrate comptait quelque 700 000 membres (dans un pays de moins de 7 millions d'habitants) et obtenait autour de 40 % des voix aux élections nationales (41,1 % en 1930). Aux élections locales, à Vienne, son score atteignit 59 % en 1932. Les syndicats à direction social-démocrate regroupaient la grande majorité des salariés syndiqués.

Par ailleurs, la social-démocratie disposait de sa propre force d'auto-défense. A la fin de la guerre s'était formée une force paramilitaire, la Heimwehr, qui devint une milice antimarxiste, liée aux

partis de droite (chrétiens-sociaux et nationaux-allemands) et admiratrice des fascistes italiens (et plus tard, pour une minorité, des nazis allemands). Pour la contrer, le parti-social-démocrate créa en 1923-24 le Republikanischer Schutzbund, sa propre milice d'auto-défense qui comptait 80 000 membres (soit plus que l'armée régulière autrichienne) en 1928 à Vienne et dans les zones industrielles. Les membres du Schutzbund étaient organisés en formations militaires avec des uniformes, ils étaient entraînés (notamment par des officiers ralliés au SDAPÖ), rapidement mobilisables et des stocks d'armes avaient été constitués. Ce n'était pas un service d'ordre de manifestation mais une vraie force armée.

Derrière cette façade brillante, la direction socialiste était divisée mais, globalement, évoluait de plus en plus en pratique vers les positions de la Deuxième Internationale avec laquelle pourtant elle avait rompu après la guerre. Le programme de socialisation de l'économie adopté au congrès de Linz en novembre 1926 était certes très radical (et violemment dénoncé par les partis bourgeois) mais, dans le même temps, le parti adoptait la voie parlementaire.

Le tournant de 1927

L'année 1927 constitua un point tournant. Le 30 janvier, le Schutzbund avait organisé une contre-manifestation pacifique face à un rassemblement prévu par les Heimwehren dans une petite ville de province. Deux des manifestants du Schutzbund furent tués à coups de feu. Les meurtriers passèrent en jugement et furent acquittés le 14 juillet. Ce verdict déclencha une indignation immédiate parmi les travailleurs. Sentant le danger, le chef de la police viennoise prit contact avec les dirigeants sociaux-démocrates pour leur demander s'ils avaient l'intention de manifester. Ceux-ci répondirent par la négative. C'était effectivement le cas : ils avaient décidé de ne rien faire sauf un article de protestation dans l'« Arbeiter Zeitung ». La tension était telle que vers minuit les travailleurs de l'électricité envoyèrent une délégation voir les dirigeants du parti : la coupure du courant électrique était le signal de la grève générale insurrectionnelle, ensuite les membres du Schutzbund devaient s'armer. Apprenant l'arrivée de la délégation les dirigeants du parti s'éclipsèrent^[5].

Le matin, les ouvriers déferlèrent sur le centre de Vienne. Dans un tome de son autobiographie publié en 1980, Elias Canetti, prix Nobel de littérature, alors âgé de 22 ans, étudiant et non-militant, raconte :

« Je sens encore l'indignation qui m'envahit lorsque j'eus en main le journal «Die Reichspost» [quotidien gouvernemental] ; il y avait une énorme manchette : «Un verdict justifié». (...) De tous les arrondissements de la ville, les ouvriers affluèrent en cortèges serrés vers le Palais de Justice qui, par son seul nom, incarnait pour eux l'injustice. Mon propre exemple me montra comment cette réaction était spontanée. Je partis en ville à vélo rejoindre le plus rapidement possible un de ces cortèges.

Les ouvriers, ordinairement si disciplinés, faisant toute confiance à leurs dirigeants sociaux-démocrates, satisfaits de leur manière exemplaire de gérer la commune de Vienne, les ouvriers agirent ce jour-là sans l'assentiment de leurs dirigeants. Lorsqu'ils mirent le feu au Palais de Justice Seitz, le maire de Vienne, montée sur une voiture de pompiers, le bras levé, leur barra la route. Son geste resta inefficace : le Palais de justice continua de brûler. La police donna l'ordre de tirer : il y eut quatre-vingt-dix morts »^[6].

Le Schutzbund, que le parti avait fini par mobiliser, eut comme seule mission de tenter de calmer la foule. Yvon Bourdet écrit que le 15 juillet 1927 peut être considéré comme « le grand tournant et le

commencement du déclin de la social-démocratie autrichienne ». Celle-ci avait progressé aux élections d'avril 1927, mais la crédibilité d'une action déterminée du Schutzbund était gravement atteinte ; le bloc des partis bourgeois appuyé par la Heimwehr prit donc l'offensive ; il employa la « tactique du salami » : chacune de ses actions, y compris en violation de la Constitution, ne paraissait pas assez grave pour justifier l'insurrection armée, mais marquait un recul des positions de force des travailleurs et les démoralisait. Par ailleurs, surtout à partir de 1931, la crise économique provoqua une hausse du chômage et mit en difficulté le « modèle social » viennois.

Dans le même temps, le glissement à droite d'une large partie de la direction sociale-démocrate et des responsables syndicaux se confirmait. Enfin, les nazis commençaient à émerger en Autriche ; partisans du rattachement, ils étaient en opposition au bloc des partis bourgeois et de la Heimwehr qui, soutenu par l'Italie, évoluait vers un « austro-fascisme ».

Vers la fin

Face à la crise, les syndicats sociaux-démocrates cautionnèrent d'incessants reculs sur le terrain de la défense des salaires et des conditions de travail. Sous l'impact du chômage (en 1933, un tiers de la population active n'avait pas de travail) mais aussi de la démoralisation, les effectifs syndicaux reculèrent tandis que les provocations gouvernementales se multipliaient. Cependant, aux élections de 1930, la social-démocratie obtint encore 41,1 % des suffrages.

La Heimwehr fut intégrée au gouvernement du chancelier Dollfuss. En février 1933 eut lieu une grève des cheminots. Le gouvernement répondit en utilisant l'armée, en arrêtant les grévistes et en sanctionnant les travailleurs. Le 4 mars 1932, tirant partie d'un blocage parlementaire, Dollfuss commença à gouverner par décret. Le 15 mars, il fit intervenir la police pour empêcher la réunion de l'Assemblée. La Cour constitutionnelle fut également mise hors jeu. Face à une telle violation de la Constitution, c'eût été le moment d'agir. Comme l'expliqua par la suite Otto Bauer lui-même,

« nous aurions pu riposter le 15 mars en appelant à une grève générale. Jamais les conditions de succès n'avaient été meilleures. Les masses des travailleurs attendaient notre signal (...) Mais nous avons reculé, en plein désarroi, devant le combat ».

La voie vers l'austro-fascisme était ouverte. Le 31 mars, le Schutzbund fut dissous, puis ce fut la censure de la presse, l'interdiction du parti communiste (et du parti nazi : le projet de Dollfuss était un Etat autoritaire dans une Autriche indépendante, alors que les nazis voulaient l'union avec l'Allemagne), le rétablissement de la peine de mort, la création de camps pour les opposants politiques, la destitution des directions syndicales élues. Le SDAPÖ se contentait de protestations surtout verbales. La démoralisation des travailleurs et des militants sociaux-démocrates ne cessait de s'amplifier, atteignant même le Schutzbund.

En janvier 1934, Dollfuss était désormais décidé à se débarrasser du parti social-démocrate et la direction du parti le savait. Le 21, la vente de l'« Arbeiter zeitung » fut interdite et ensuite des perquisitions commencèrent pour saisir les armes du Schutzbund. Le 11 février, Fey, vice-chancelier et chef de la Heimwehr de Vienne déclarait : « *demain, nous nous mettrons au travail, et nous allons faire un travail radical* ». Au même moment, les dirigeants du Schutzbund de la ville de Linz décidèrent qu'ils résisteraient à toute tentative de les désarmer. La direction du parti essaya de les dissuader mais le message en ce sens ne parvint pas à Linz et, le 12 février, les policiers qui venaient perquisitionner les locaux du parti socialiste essayèrent des coups de feu.

Devant ces nouvelles, des grèves éclatèrent spontanément à Vienne et des membres du Schutzbund allèrent chercher leurs armes. La direction sociale-démocrate était surprise. Otto Bauer et Julius Deutsch (le chef du Schutzbund) se rallièrent à la nécessité de la grève générale et de l'insurrection. Mais c'est à reculons, avec une seule voix de majorité dans la direction, que fut enfin lancé un appel à la grève générale et à la mobilisation du Schutzbund. Parallèlement, était tentée une ultime concertation avec le président chrétien-social du Land de Vienne... Pendant que les dirigeants discutaient, des heures précieuses avaient été perdues dans la confusion. Des armes furent par exemple distribuées, puis reprises car il fallait attendre...

« Nous étions nous-mêmes la direction »

Tandis que les dirigeants de la droite du parti restaient passifs, à l'écart de l'insurrection, ceux de la gauche ne tentèrent pas d'organiser et de diriger une offensive. Dans ce contexte, une partie seulement des troupes du Schutzbund viennois se mobilisa effectivement. Elles furent cantonnées dans leurs quartiers. Cela laissa le temps à l'adversaire de prendre position dans la plupart des points stratégiques et de les rendre imprenables. Pourtant, un rapport gouvernemental admit plus tard que « *les premières heures de l'après-midi, jusqu'à environ 14h30, avaient représenté une certaine période de faiblesse* »^[7]. Si, comme c'était prévu, le Schutzbund avait à ce moment-là occupé les ponts, les gares, les postes de police, les centres de communication, etc., le rapport de force militaire aurait été différent.

Le prix à payer pour une mobilisation spontanée et improvisée, tardivement avalisée sans enthousiasme par la direction centrale, fut la démobilisation de larges secteurs et une mauvaise coordination entre les différents groupes insurgés. La grève générale fut un échec : la peur de perdre son travail pour un mouvement sans espoir était la plus forte. Les groupes du Schutzbund furent invités à se retirer dans les cités ouvrières. Un contemporain présent à Vienne insiste sur le fait que, contrairement à 1927, « *ce ne seraient pas les travailleurs qui descendraient vers le centre, mais au contraire, les soldats du gouvernement qui gagneraient les faubourgs habités par les travailleurs* »^[8].

Le mouvement était largement livré à lui-même. Une formule résume la situation ressentie par bon nombre de combattants : « *nous étions nous-mêmes la direction* »^[9]. L'armée se lança à l'assaut des quartiers ouvriers de Vienne. Les travailleurs et les militants se défendirent avec courage, immeuble par immeuble, au point que le gouvernement décida d'avoir recours à l'artillerie. Des combats aussi violents se déroulèrent à Graz, à Steyr et dans de nombreuses villes industrielles. Les forces de répression mirent quatre jours à venir à bout de l'insurrection. Le nombre des morts du côté des combattants du Schutzbund et de la population ouvrière s'éleva à plusieurs centaines, tandis que répression et intimidation s'abattaient dans l'ensemble de l'Autriche.

L'expérience de l'Autriche de 1918 à 1934 est riche d'enseignements, tant dans ses différentes étapes que dans son aboutissement. La fin héroïque de Vienne la Rouge contraste avec l'effondrement en 1933 du mouvement ouvrier allemand, social-démocrate et communiste. Après la défaite de 1934 vint, en mars 1938, l'Anschluss (rattachement à l'Allemagne nazie). L'austrofascisme lui avait ouvert la voie.

Cet article est paru une première fois dans la revue *L'Anticapitaliste* en juin 2014.

Notes

[1] Kurt Landau, « La guerre civile en Autriche », 1934, réédité en 2008 par les Quaderni Pietro Tasso.

[2] Le parti autrichien avait conservé le nom adopté lors de sa formation : Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs, SDAPÖ. De 1921 à 1923, il a impulsé une Internationale intermédiaire entre l'Internationale socialiste (considérée comme réformiste) et l'Internationale communiste (caractérisée comme inféodée aux Soviétiques). En 1923, cette Internationale « 2 ½ » fusionna avec l'Internationale socialiste.

[3] Roman Rodolsky, « La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates ». Ce texte a été publié en français par Critique communiste, n° 8-9 de septembre-octobre 1976.

[4] Yvon Bourdet, Otto Bauer et la révolution, EDI, 1968.

[5] Selon une version vraisemblable, les dirigeants partirent par l'ascenseur pendant que les ouvriers montaient par l'escalier. Cf. « Otto Bauer et la révolution ».

[6] Elias Canetti, « Histoire d'une vie. Le flambeau dans l'oreille », Albin Michel, 1982, pages 258-259.

[7] Cité par Henri Marnier, « Il y a 80 ans, l'insurrection ouvrière du 12 février 1934 en Autriche », Lutte ouvrière, 28 février 2014.

[8] George Clare, « Dernière valse à Vienne », Payot, 1984, page 162.

[9] Cité par Irène Etzersdorfer, « Février 1934, dissolution des structures démocratiques en Autriche », Austriaca- Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche, juin 1988.